

L'accaparement des Terres, Planète (pas) à vendre

PAR **Timothé Feodoroff**

Ces dernières années, l'agriculture a connu un regain d'intérêt sur l'agenda international avec l'explosion récente des investissements fonciers (trans) nationaux dans des projets (agro)industriels à grande échelle. Les terres deviennent un objet de convoitise à l'échelle planétaire de la part de divers acteurs, allant des grandes multinationales aux gouvernements en passant par le secteur financier et les élites nationales. Toutefois, cette ruée sur le foncier à l'échelle mondiale, souvent présentée comme favorable au développement rural, constitue une nouvelle vague agressive « d'accaparement des terres » mettant en péril le devenir de l'agriculture paysanne.

Accaparer la terre, détruire l'agriculture paysanne

Il s'agit d'un phénomène d'ampleur mondiale par lequel les élites du capital, mues par une faim insatiable de profits, capturent l'accès à la terre, l'utilisation de celle-ci et les bénéfices liés à l'exploitation de la terre et autres ressources naturelles au détriment des populations rurales les plus vulnérables. Tel que conceptualisé par **Timothé Feodoroff** dans le premier article, l'accaparement est à comprendre fondamentalement comme un accaparement du contrôle physique de la terre et des ressources qui y sont associées telles que l'eau, le sous-sol, etc. avec les bénéfices liés à leurs utilisations, ainsi que le pouvoir de décider comment et à quelles fins ces ressources peuvent être utilisées maintenant et à l'avenir.

Les moteurs de cette vague d'accaparement vont au-delà de la simple flambée mondiale des prix de 2007-2008 et s'enracinent dans le contexte des dynamiques du régime agro-alimentaire néolibéral, tel que l'explique **Valérie Potvin** dans le second article. À l'heure où les logiques du paradigme néolibéral dictent la production et la distribution alimentaires et de multiples crises éclatent, les pressions sur les terres s'en trouvent accrues

par divers mécanismes. La prédominance de ces logiques entraîne aussi un changement draconien dans l'emploi du foncier, d'une utilisation dirigée vers la consommation nationale et les marchés locaux vers des utilisations à large échelle et forte intensité capitalistiques, insérées dans les circuits mondiaux. La terre est transformée au bénéfice de projets agro-alimentaires, agro-industriels, industriels, ou encore liés à l'expansion urbaine.

Ces reconfigurations l'emportent sur les significations, utilisations et systèmes de gestion foncière enracinés dans le contexte local. Le foncier, avec les ressources naturelles qui y sont rattachées, en particulier l'eau, devient une marchandise comme les autres. Dans ce processus de marchandisation, la terre, par essence immobile, devient ironiquement aussi mobile que les autres biens. **Rose-Anne St-Paul** analyse dans le troisième article comment les accaparements s'appuient et véhiculent une conception mono-économique de la terre écrasant les agricultures paysannes et le pluralisme des approches foncières. Derrière la ruée vers les terres et les investissements fonciers à large échelle, se profile un modèle économique et des structures qui mettent directement en péril le devenir des agricultures paysannes.

Un phénomène aux dimensions multiples

L'accaparement des terres est un enjeu international et une réalité qui touche les communautés rurales à travers le monde. Les récits de la deuxième partie proviennent des quatre continents – Afrique, Europe, Amérique Latine, Asie – et s'articulent autour de différents thèmes – résistance, perspective historique question féminine. Il s'agit d'un modeste tour d'horizon de la complexité des formes sous lesquelles se présente l'accaparement et des enjeux.

Il génère une cascade d'effets négatifs sur la vie de millions de personnes, compromettant droits humains, souveraineté alimentaire et résilience écologique, entre autres. Les effets sont d'autant plus dramatiques que l'accaparement va bien souvent au-delà d'une seule saisie foncière simple, mais dépossède du contrôle sur d'autres ressources naturelles, sur lesquelles sont fondés les moyens de subsistance. L'article de **Judith Bouniol**, qui survole trois cas d'accaparement en Roumanie, explore comment ces derniers contribuent directement à l'affaiblissement des dynamiques humaines en

milieu rural, et ne sont pas une forme d'investissement répondant aux besoins des communautés à long terme. Le rôle moteur des politiques de l'Union Européenne, en particulier les juteuses subventions à l'hectare, y est souligné. Dans le cinquième article, **Myriam Minville** note le rôle actif de l'État comme facilitateur en Afrique de l'Ouest, ainsi que celui des élites nationales. Aussi révélateur, les accaparements prennent avantage de l'ambiguïté dans le chevauchement des régimes fonciers, entre les systèmes coutumiers et modernes.

Ces transactions ne vont pas sans une certaine résistance de la part des groupes concernés en cas d'investissements fonciers à grande échelle. Les conflits liés au contrôle des ressources naturelles explosent eux-aussi. L'article de **Cécile Famerée** présente un cas d'accaparement dans la jungle péruvienne et vient examiner la résistance, tirant quelques leçons stratégiques ; notamment, la différence entre une tactique politique formulée en termes de justice environnementale ou justice agraire, ainsi que l'importance de briser les liens entre les élites locales et les investisseurs. **Geneviève Talbot**, dans le septième article, développe une analyse de la mobilisation paysanne aux Philippines, pour le renouvellement du programme de réformes agraires, en particulier du rôle stratégique joué par les acteurs transnationaux. La réforme est perçue par le mouvement paysan philippin comme un outil essentiel à la lutte contre les accaparements.

La situation en Asie du Sud-Est est d'autant plus critique qu'elle s'enracine dans des siècles d'inégalité et d'Histoire d'économie politique. L'acquisition massive des terres s'inscrit souvent dans la continuité de modèles de production – des régimes agro-alimentaires – qui se sont développés et structurés au fil des époques. Une telle perspective est le sujet de **Jean-François Bissonnette** dans son article portant sur les plantations d'huile de palme en Indonésie et sur ce qu'il nomme le visage changeant d'une institution coloniale. Il souligne la continuité d'un système reposant sur l'acquisition de vastes territoires pour une production à grande échelle, soutenu par des élites politiques qui privilégient systématiquement les grandes exploitations agro-industrielles au mépris de la paysannerie. Producteurs et travailleurs voient tout contrôle leur échapper. Le neuvième article, de **Myriam Minville**, sur les questions de genre, se fait aussi le défenseur d'une perspective historique, pour l'étude

d'une question souvent négligée, celle de la Femme dans les problématiques agraires. La contextualisation est cruciale afin de mieux comprendre les conséquences des accaparements sur la Femme, le rôle qu'elle occupe dans le développement agricole en général et afin d'éviter de créer des mythes et fables féministes.

Contre l'accaparement, repenser l'investissement

Au cœur des discussions sur l'accaparement des terres réside le problème de l'investissement. La question fondamentale serait la suivante : pourquoi s'opposer aux investissements fonciers à grande échelle, et surtout, que proposer à la place ? Loin d'être un détail technique, l'investissement s'insère dans des choix politiques : choix du modèle de production et d'organisation des économies rurales. Il est crucial, pour faire reculer les accaparements, d'adopter un autre point de départ pour la réflexion, non pas en opposant investissement et agriculture, mais en se réappropriant cette notion.

Les investissements fonciers à grande échelle ne représentent des exemples d'investissement que dans le sens le plus strict du terme. Une réflexion approfondie par **Michel Merlet**, dans le dixième article, qui se livre à une déconstruction du sens donné au mot « investissement » et pose les jalons pour une réinterprétation de ce dernier dénuée d'instrumentalisation. **Sylvia Kay**, dans l'article suivant, poursuit sur la même lancée et explore des formes « positives » d'investissement dans l'agriculture. Par les exemples de la révolution agroécologique à Cuba et de la réforme agricole radicale au Zimbabwe, démontrant la viabilité de différents régimes d'investissement, est avancée une nouvelle perspective sur l'investissement ; celle de la reconnaissance des petits agriculteurs comme les principaux investisseurs dans l'agriculture.

Laurent Delcourt explore dans le douzième article diverses pistes pour protéger ces derniers. Déconstruisant les fausses solutions des agences internationales de développement – détruisant la paysannerie, mais de manière responsable – il dessine les contours d'une réforme du système agricole mondial fondée sur le droit et de politiques adaptées aux contextes locaux, garantissant l'accès à la terre et assurant la protection des paysans face aux marchés internationaux.

Enfin, dans le dernier article et non le moindre, **Florence Kroff, Claire Guffens et Philip Seufert** déconstruisent le mythe de la bonne gouvernance foncière en Europe face aux dynamiques de (re)concentration croissante des terres agricoles, des accaparements et d'un manque d'accès aux terres. Ils prônent une révision des investissements fonciers en Europe, en se fondant éventuellement sur les Directives sur la Gouvernance Foncière de la FAO pour repenser ces derniers.

Planète pas à vendre

La vague d'accaparement des terres, à voir comme la ruée mondiale du capital vers les ressources naturelles, se heurte à un écueil de taille... la planète n'est pas à vendre ! S'entêter à poursuivre dans le sens contraire, c'est multiplier les conflits sociaux. La question de l'accaparement n'est pas un débat théorique, mais s'inscrit avant tout dans une dimension humaine. De nombreuses communautés sont engagées dans une lutte pour leur survie et une résistance contre la dépossession causée par des investissements fonciers à large échelle. La dernière partie leur rend brièvement honneur. Les deux premiers documents sont des transcriptions de chansons utilisées lors de campagnes de résistance. Le troisième est la poignante déclaration finale de la Première Conférence sur l'accaparement des terres de la Via Campesina, le mouvement paysan international.

Timothé Feodoroff

Agrarian Justice Programme, Transnational Institute (TNI)